

11-04-1995

COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUE

COMMISSION SIEGEANT SECTIONS REUNIES

SEANCE DU 6 AVRIL 1995

Présents:

Madame A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS, président.

Section française:

Monsieur JACOBS, vice-président,
Messieurs MOORAT, et LURQUIN, membres effectifs.

Section néerlandaise:

Messieurs DECLERCK, VAN EEKHAUTE, membres effectifs,
Madame CLAES, membre suppléant.

Secrétaires:

Monsieur BUSINE, directeur d'administration,
Monsieur VAN SANTEN, directeur d'administration, adjoint
bilingue.

27.056/I/PN
CV/DV

Par lettre du 24 mars 1995, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au Développement a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.), au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques de l'administration centrale du ministère des Affaires étrangères du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement.

Sur la base des articles 43, § 3, alinéa 5, 60, § 1^{er} et 61, §§ 2 et 5 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L., siégeant sections réunies a examiné ce projet en ses séances des 30 mars et 6 avril 1995 et a émis, en cette dernière séance, à l'unanimité l'avis suivant.

*

*

*

Un nouveau cadre organique de l'administration centrale du ministère des Affaires étrangères a été établi conformément à la circulaire n° 379 du 8 septembre 1993 du ministre de la Fonction publique. Le cadre organique encore à l'état de projet a obtenu l'accord du ministre du Budget le 4 janvier 1995.

A l'article 1^{er} du projet de cadre organique, sont repris les membres du personnel qui font carrière à l'administration centrale du département. Il s'agit du personnel administratif, technique, de maîtrise, de métier et de service; ce qui fait au total 559 agents.

Le projet de cadre organique prévoit la suppression de 10 emplois de cryptographe au départ de leur titulaire. Au fur et à mesure de la suppression de ces emplois, 10 autres emplois prévus au cadre seront pourvus (c'est-à-dire 3 emplois de chef technicien et 7 de technicien).

Il prévoit en outre la mise à la disposition du service Mobilité du Service d'Administration générale des titulaires de 12 emplois de commis; ces emplois seront supprimés lors du départ de leur titulaire.

Par ailleurs, le projet de cadre organique reprend à l'article 2 les 74 emplois réservés exclusivement à l'administration centrale, aux agents de la carrière du Service extérieur et de la carrière de Chancellerie en application de l'article 32 de l'arrêté royal du 14 janvier 1954 portant règlement organique du ministère des Affaires étrangères.

Ces 74 emplois réservés sont compris dans le nombre maximum d'emplois qui a été fixé par l'arrêté royal du 30 mars 1968 portant fixation des cadres des emplois relevant de la carrière du Service extérieur et de la carrière de Chancellerie et déterminant la répartition de ces emplois entre les agents des deux rôles linguistiques (dernière modification par arrêté royal du 24 avril 1991).

Le ministre soumet dès lors à la C.P.C.L. un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques non seulement pour les emplois réservés aux fonctionnaires de la carrière de l'administration centrale, mais aussi pour les emplois réservés aux fonctionnaires de la carrière du Service extérieur et de la carrière de Chancellerie.

Les organisations syndicales reconnues au département des Affaires étrangères ont été consultées sur ce projet.

Le ministre propose la répartition linguistique suivante:

- 1) pour les 559 emplois réservés aux fonctionnaires de l'administration centrale:

Degrés de la hiérarchie	F	N	F bil.	N bil.
1	11	11	2	2
2	16	16	5	5
3	21	21		
4	22	22		
5	24	24	Emplois en extinction	
6	67	67	F	N
7	77	77	11	11
8	28	29		

- emplois de direction

Les emplois du 1^{er} et du 2^{ème} degré sont répartis de manière égale entre les deux rôles linguistiques conformément à l'article 43, § 3, alinéas 1 et 2 des L.L.C. pour le cadre unilingue et pour le cadre bilingue (20% de l'effectif global, c'est-à-dire 14 emplois sur 68).

- degrés 3 à 8

Le ministre des Affaires étrangères propose une répartition 50%N-50%F. La C.P.C.L. s'était ralliée lors des précédents dossiers de cadres linguistiques à la justification du ministre sur cette proportion qui était la suivante:

«l'égalité numérique des emplois dans tous les degrés de la hiérarchie se justifie par le fait que l'action principale du département des Affaires étrangères et du Commerce extérieur consiste en la défense des intérêts belges à l'étranger; les deux régions linguistiques présentent dès lors un intérêt identique pour chaque service de ce département».

Remarque

En ce qui concerne les emplois en extinction, dont la répartition proposée est 11F-11N, il conviendrait, étant donné qu'il s'agit de grades appartenant à des degrés différents, de les répartir de la façon suivante:

6^{ième} degré : 5F - 5N
7^{ième} degré : 6F - 6N

La C.P.C.L. émet un avis favorable sur la répartition proposée.

- 2) pour les 74 emplois réservés aux fonctionnaires de la carrière du Service extérieur et de la carrière de Chancellerie:

Degrés de la hiérarchie	F	N	F bil.	N bil.
1	8	8	2	2
2	12	12	3	3
3	5	5		
4	7	7		

Il s'agit uniquement d'emplois du niveau 1. Pour les emplois de niveau 2 qui sont essentiellement situés dans les 4^{ième}, 5^{ième} et 6^{ième} classes administratives de la carrière de Chancellerie, un projet de cadre organique et un projet de cadres linguistiques sont à l'étude et seront soumis à la C.P.C.L. ultérieurement.

Le ministre propose d'appliquer l'égalité numérique entre les deux cadres à partir du grade de directeur et au-dessus comme le prescrit l'article 43, § 3, 1^{er} et 2^{ième} alinéa des L.L.C. pour le cadre unilingue et pour le cadre bilingue (20% de l'effectif global, c'est-à-dire 10 emplois sur 50), mais aussi aux emplois inférieurs à celui de directeur, dans le cas présent pour les degrés 3 et 4, et pour lesquels aucune obligation de parité n'est prescrite par les L.L.C.

La C.P.C.L. émet un avis favorable sur la répartition proposée.

Fait à Bruxelles, le 6 avril 1995.

Les Secrétaires,

Le Président,

J.M. BUSINE Th. VAN SANTEN

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS.